

*Questions orales*

● (1415)

**LE JOUR DE LA SCLÉROSE EN PLAQUES**

**Mme Jean Payne (St. John's-Ouest):** Monsieur le Président, comme tous les députés le savent, nous célébrons aujourd'hui le Jour de la sclérose en plaques. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous portons tous un oeillet.

Selon les estimations, 50 000 Canadiens souffrent de sclérose en plaques, mais le nombre de personnes touchées par cette maladie est bien plus élevé. Chaque jour, la famille et les proches des personnes atteintes de sclérose en plaques ont à composer avec les problèmes de santé que cause cette maladie. J'ai pu constater, personnellement, les répercussions de la sclérose en plaques sur les gens.

Il faut poursuivre les recherches médicales pour découvrir les causes de cette maladie, mettre au point des traitements efficaces et trouver un remède. Cependant, la recherche coûte cher et il faut beaucoup d'argent.

J'invite les habitants de St. John's-Ouest à appuyer la campagne de l'oeillet que lance la Société canadienne de la sclérose en plaques afin de recueillir deux millions de dollars pour les recherches médicales. Quand viendra le jour de la Fête des mères, je vous en prie, achetez un oeillet pour que l'on puisse trouver un remède à cette maladie.

**QUESTIONS ORALES**

[Français]

**LE RWANDA**

**L'hon. Lucien Bouchard (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la vice-première ministre.

De violents combats se poursuivent entre l'armée rwandaise et les rebelles. Il faut que cesse ce massacre qui a déjà fait au moins 200 000 morts. Toutefois, la mission de l'ONU pour l'assistance au Rwanda, réduite maintenant à quelque 449 soldats, est complètement débordée. Face à ses responsabilités humanitaires, le Secrétaire général de l'ONU demande au Conseil de sécurité de dépêcher des renforts de Casques bleus au Rwanda.

La vice-première ministre peut-elle nous indiquer si le Canada entend appuyer la demande du Secrétaire général de l'ONU, et le Canada entend-il contribuer directement à l'envoi des renforts demandés par M. Boutros Boutros-Ghali?

**L'hon. Sheila Copps (vice-première ministre et ministre de l'Environnement):** Monsieur le Président, le ministre des Affaires étrangères a dit clairement hier qu'il était de l'intention du Canada de faire appel, justement, au Secrétaire général des Nations Unies pour faire en sorte de faciliter une solution aux problèmes au Rwanda.

On est très très inquiet, non seulement des milliers de gens qui se trouvent actuellement dans des camps de réfugiés, mais aussi on est très très déçu du massacre qui se poursuit. On discute actuellement la possibilité d'une intervention plus approfondie.

**L'hon. Lucien Bouchard (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, au-delà de l'inquiétude et de la déception, je crois que les Québécois et les Canadiens s'attendent à ce que le gouvernement indique clairement et concrètement, ce qu'il entend faire, surtout face à une proposition très spécifique qui émane du Secrétaire général des Nations Unies lui-même.

Alors, quelle est la position canadienne vis-à-vis de cette demande: est-ce que c'est oui ou si c'est non? Et surtout, je demanderais à la vice-première ministre si elle reconnaît que, sans la présence d'une force d'interposition de l'ONU, il est tout à fait impossible de mettre sur pied la moindre intervention médicale ou humanitaire dont les Rwandais ont un si urgent besoin.

[Traduction]

**L'hon. Sheila Copps (vice-première ministre et ministre de l'Environnement):** Monsieur le Président, il est injuste de la part du chef de l'opposition de dire que la réaction du Canada se résume à l'inquiétude.

Nous sommes allés sur place et nous y sommes encore. Nous assurons toujours une présence physique et une aide financière et nous travaillons en étroite collaboration avec les Nations Unies et le Conseil de sécurité pour trouver une solution acceptable sur le plan régional, mais surtout une solution qui soulagera les centaines de milliers de personnes qui se sont retrouvées sans abri à la suite du massacre.

[Français]

**L'hon. Lucien Bouchard (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, pendant que nous faisons des discours, pendant que nous parlons, et pendant que nous exprimons des sentiments, il y a des centaines de milliers de gens qui sont en train d'être assassinés dans ce pays, un pays qui est très près du Canada par ses politiques internationales et par l'aide que nous avons dispensée. Depuis près d'une centaine d'années, nous sommes présents dans ce pays. Que faisons-nous pour empêcher le massacre? Il y a maintenant des rivières qui connaissent des embâcles de corps de personnes assassinées. Il faut dépasser les paroles.

Je demande au gouvernement s'il convient que la présence d'une force d'interposition aurait pour effet d'inciter les rebelles et l'armée rwandaise à négocier le cessez-le-feu qui permettrait de mettre fin à ce drame barbare qui requiert que nous intervenions.

[Traduction]

**L'hon. David Michael Collenette (ministre de la Défense nationale et ministre des Anciens combattants):** Monsieur le Président, le chef de l'opposition devrait comprendre que le commandant des forces des Nations Unies au Rwanda est un Canadien et qu'il continue d'oeuvrer dans des conditions très difficiles.

● (1420)

Après le départ des Belges, nous avons détaché dix militaires de plus qui assureront, entre autres, un soutien logistique pour garder l'aéroport ouvert. Nous fournissons également une aide humanitaire quotidienne. Les avions Hercules canadiens nous ont permis d'évacuer près de 1 500 personnes et d'acheminer des milliers de livres d'approvisionnements de secours.